

L'héritage d'AMIRA

Jacques Charmes⁴⁶

A l'origine les travaux d'AMIRA se placent dans une logique pluridisciplinaire et utilisent les connaissances anthropologiques pour adapter au contexte africain les concepts et instruments de mesure statistique forgés au Nord. Il en résultera des enquêtes sur le secteur informel et la conception d'enquêtes auprès des ménages, d'enquêtes démographiques et d'enquêtes agricoles originales. On peut considérer que les progrès réalisés dans la mesure de la pauvreté, et plus généralement dans la méthodologie des enquêtes ont une dette envers AMIRA. Pour autant ce groupe au regard prémonitoire n'avait pas abordé certaines évolutions récentes, en particulier les indices synthétiques (type Indice du Développement Humain, IDH), les enquêtes emploi du temps et les nouveaux questionnements éthiques de la recherche en matière de développement, à savoir le nécessaire consentement des populations aux travaux qui les concernent et à leur restitution.

⁴⁶ Jacques Charmes est économiste à l'IRD Paris, Chef du Département Sociétés et Santé.

AMIRA (Amélioration des Méthodes d'Investigation en milieu rural Africain) est un groupe de recherche informel qui fut créé au milieu des années 1970, conjointement par l'ORSTOM (aujourd'hui IRD), l'INSEE (service de Coopération) et le Ministère de la Coopération et qui rassembla une douzaine de chercheurs et de statisticiens. Ses activités se prolongèrent sur une quinzaine d'années et il produisit une centaine de documents.

Les années 1970 furent une période d'intense bouillonnement intellectuel au cours de laquelle l'interdisciplinarité ne faisait pas encore l'objet d'interrogations et de colloques visant à éclaircir les modalités de sa mise en œuvre effective et efficace ; celle-ci se vivait et s'inventait au quotidien sans état d'âme. Dans une large mesure la création du groupe de recherche AMIRA en fut la résultante.

Les recherches africanistes en sciences sociales au lendemain des Indépendances ne se différenciaient guère sur le plan des disciplines scientifiques dans

la mesure où tant les sociologues que les économistes et les géographes avaient adopté, par nécessité, une démarche monographique : monographies ethniques pour les sociologues, monographies de villages ou de régions pour les économistes, études de terroirs pour les géographes. Madagascar fut un terrain où se déployèrent largement ces méthodes d'approche (tout comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, et le Cameroun). Les grandes monographies ayant influencé leurs disciplines respectives datent de cette période. L'anthropologie économique en fût le ciment unificateur (avec un Claude Meillassoux dont l'article « Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'autosubsistance » publié en 1960 fut fondateur) et atteignit son apogée à cette époque, donnant à l'école française ses lettres de noblesse.

Ce rôle unificateur de la démarche monographique et de l'anthropologie économique s'explique par l'absence de données quantitatives (au contraire de la démographie qui disposait déjà des résultats des premiers recensements de population), par la croyance puis la conviction que les comportements des sociétés non encore totalement insérées dans l'économie de marché ne pouvaient suivre les schémas de théories essentiellement élaborées dans les pays développés, et par la volonté de comprendre et d'expliquer la logique de tels comportements spécifiques.

Ces travaux – et peut-être plus encore chez les économistes – trouvaient prétexte (pour ne pas dire qu'ils leur venaient en appui) dans la généralisation d'opérations de développement rural visant à l'introduction de nouvelles variétés de semences, d'engrais, de nouveaux modes de culture ou encore de réformes agraires ou de mises en valeur par colonisation de terres encore vierges et déplacements de populations. La Révolution verte était déjà en marche sur le sous-continent indien. De telles interventions ne pouvaient pas ne pas avoir d'intenses répercussions sur les structures sociales des populations concernées et il s'agissait donc en quelque sorte d'expérimentations en vraie grandeur.

Les commanditaires de ces études ne se satisfaisaient toutefois pas d'observations et d'explications que la prudence des chercheurs limitait bien à la seule portion de population ou de territoire qu'ils avaient couverte. C'était de plus le temps de la planification du développement et les opérations de vulgarisation agricole ou de mise en valeur couvraient d'immenses territoires cependant qu'au niveau national, on voulait des résultats globaux.

La question de la généralisation des observations monographiques était ainsi posée. Alors que les sociologues firent plutôt le choix de s'ancrer dans la profondeur historique afin de mieux projeter l'avenir de ces sociétés, d'autres, moins nombreux, s'orientèrent vers la statistique, utilisant les connaissances anthropologiques pour adapter les concepts et instruments de mesure statistique au niveau régional, national et international à des contextes spécifiques, très éloignés de ceux pour l'appréhension desquels ils avaient été primitivement forgés.

C'est autour de cette idée que se rassemblèrent chercheurs (économistes, sociologues et géographes), statisticiens-économistes et planificateurs et responsables de projets de développement, qui prirent l'initiative de la création d'AMIRA.

Les sociétés étudiées étaient en transition ou étaient destinées à le devenir rapidement : il fallait donc définir des indicateurs de transition dont l'ambivalence intrinsèque rendait difficile à la fois la définition statistique et l'interprétation. Ainsi l'ostentation comme mode de consommation ou de consommation du surplus était généralement interprétée sous un angle négatif et comme frein au développement, mais à un certain stade de la transition, elle pouvait jouer un rôle positif en tant que moteur de l'accumulation de richesses (Charmes, 1977).

Autre domaine de prédilection d'AMIRA, la définition des unités d'observation : le ménage au sens des sociétés industrialisées du Nord était-il pertinent pour l'analyse de sociétés où la famille élargie est de règle, où la polygamie est répandue ? L'unité que constitue la « cuisine » n'était-elle pas plus appropriée ? N'y avait-il pas antinomie entre unité de production et unité de consommation ? Quels sont les niveaux de décision ? Autant de questions qui avaient des conséquences sur les méthodologies de collecte et qui seront marquées par les textes de Jean Marc Gastellu (« Mais où sont donc passées ces unités que nos amis cherchent tant en Afrique ? ») (Gastellu, 1979) et de Gérard Ancey (1976), d'abord publiés dans les collections AMIRA puis repris dans STATECO.

De même, l'observation anthropologique, lorsqu'elle vise à déboucher sur l'observation statistique à grande échelle, pose la question du passage du qualitatif au quantitatif ou plutôt de leur articulation (Couty, 1983, Couty et Winter, 1983).

Tous les efforts d'AMIRA tendaient à faciliter la meilleure compréhension des phénomènes économiques et sociaux en vue de leur mesure bien sûr (« réfléchir pour mesurer »), mais aussi en vue

de l'action (« comprendre pour agir ») : la planification d'abord, puis lorsque celle-ci devint obsolète avec la généralisation de l'économie de marché et la libéralisation, les politiques de développement. La synthèse de Dubois (1989), intitulée « Réfléchir pour mesurer », rend compte de cette démarche.

C'est en 1976 que fut donnée à AMIRA la première occasion d'appliquer ses idées en vraie grandeur. Alors qu'avait été forgé, quelques années plus tôt, le terme de secteur informel à peu près au même moment aux deux extrémités occidentale (au Ghana avec Keith Hart en 1971) et orientale de l'Afrique (au Kenya avec la mission sur l'emploi du Bureau International du Travail en 1972), l'Institut National de la Statistique de Tunisie proposait de réaliser une enquête nationale sur le secteur informel en adaptant les questionnaires de façon à améliorer la qualité des réponses et en vue de mesurer la contribution du secteur au PIB. Le « I » d'AMIRA fut alors retenu pour « informel », cependant que le « A » final était bien vite étendu à l'Amérique Latine et à l'Asie.

Des monographies des divers corps de métiers (menuisiers, forgerons, garagistes, tisserands, tailleurs, fabricants de chaussures, commerçants, vendeurs de rue) étaient alors entreprises dans tout le pays, suivies par des enquêtes sectorielles sur les principales branches d'activité afin de tester les questionnaires élaborés sur la base des monographies. En 1981-82, la première enquête nationale sur le secteur informel était lancée dont les résultats devaient servir à établir des comptes nationaux du secteur informel. (Charmes, 1978, 1982a et b). Ce sera à partir de 1997 que l'enquête deviendra régulière (quinquennale).

Parallèlement, les chercheurs et statisticiens d'AMIRA intervenaient dans la conception de nombreuses enquêtes auprès des ménages (enquêtes budget-consommation notamment), enquêtes démographiques, et aussi enquêtes agricoles, ainsi que dans l'évaluation de projets de développement.

AMIRA perdura jusqu'au début des années 1990, puis il décida de mettre fin à ses activités, estimant que l'essentiel de son message avait été assimilé et que d'autres structures et institutions en assuraient le relais. On peut considérer que les progrès réalisés dans la mesure de la pauvreté, dans ses diverses dimensions (y compris la perception de la pauvreté), la généralisation des observatoires du changement, et d'une façon générale, tous les progrès réalisés dans les méthodologies d'enquêtes, ont une dette envers AMIRA. En ce sens les travaux du groupe ont eu quelque chose de prémonitoire.

Le groupe avait accompagné le changement de paradigme des théories et politiques de développement qui avait caractérisé la fin des années 1970 et les années 1980 : les chocs pétroliers, le processus et la crise de l'endettement, les ajustements structurels - ces forceps qui firent passer d'un concept de développement planifié et accompagné de politiques dirigistes et volontaristes à celui de développement par l'économie de marché et la libéralisation des échanges - ont inéluctablement conduit à la mondialisation et à ces nouveaux régulateurs-atténuateurs du libéralisme que sont la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les politiques publiques de lutte contre la pauvreté.

Tout au long de ce processus, l'exigence de données statistiques plus fiables, plus compréhensives, mieux appropriées, n'a cessé de s'amplifier car le désengagement de l'Etat va de pair avec un besoin d'information accru pour les autres acteurs du développement devenus plus nombreux : aux acteurs traditionnels étatiques sont venues s'adjoindre les organisations internationales et les organisations non gouvernementales et toutes les associations représentant la société civile, et puis, de plus en plus, les populations concernées qui exigent qu'on leur soumette et qu'on leur rende compte des projets que l'on conçoit pour elles.

Si l'héritage d'AMIRA a bien été transmis, a essaimé et a été valorisé par les héritiers, qu'ils soient individuels ou collectifs (on peut ainsi considérer que les enquêtes 1-2-3 de DIAL en sont le témoignage), il y a cependant trois évolutions récentes qui ont échappé au regard scrutateur et prémonitoire du groupe. Ce sont :

- 1) les indices synthétiques dont le succès sera consécutif au lancement de l'Indice de Développement Humain (IDH) lancé par le PNUD en 1990 pour faire contrepoids à la dictature du PIB par tête ;
- 2) les enquêtes emploi du temps qui viennent en appui à la mesure de la production domestique et à la meilleure prise en compte de la contribution des femmes à la richesse et au bien-être social dans le cadre d'une conception élargie du travail et de la production ;

- 3) la référence à la demande sociale et les questions d'éthique dans la recherche sur le développement et au service du développement.

Peut-être peut-on conclure sur cette dernière question précisément. Dans le domaine de l'éthique ; l'évolution des idées est si récente que l'on ne peut guère reprocher à AMIRA de n'avoir pas su l'anticiper. Dans les sciences médicales, les essais cliniques requièrent le consentement éclairé des populations concernées et il y a une responsabilité éthique de la part des chercheurs à l'égard des conséquences négatives que pourrait avoir l'expérimentation. Il n'en est pas de même dans le domaine des sciences sociales. Les politiques et les projets de développement, fussent-ils « adaptés », peuvent déboucher sur des résultats négatifs ou peu appréciés par les bénéficiaires. Ceux qui ont participé à leur mise en œuvre, depuis le décideur politique jusqu'au chercheur de terrain, sont pourtant « irresponsables » en ce sens que personne n'est habilité à venir leur demander des comptes. Pourtant la mondialisation a aujourd'hui cette conséquence que nul anthropologue ne peut publier un ouvrage sur une ethnie ou une population sans que cette population ait eu son mot à dire sur ce qui a été écrit sur elle et les procédures de restitution sont de plus en plus intégrées dans les projets de recherche. A un autre niveau, macro-économique, les Etats veulent de plus en plus souvent avoir leur mot à dire sur le calcul des indices synthétiques qui sont publiés par les grandes institutions internationales et qui peuvent être de si grandes conséquences sur l'image du pays, notamment en terme d'attrait des investissements étrangers : comme pour la plus petite des communautés villageoises scrutée par un obscur anthropologue, la communauté nationale représentée par ses dirigeants veut savoir comment l'information collectée sur elle va être utilisée à son égard. Ces nouvelles attitudes rendent toujours plus actuels ces mots de Ghandi qui avait coutume de dire « Ce que tu fais pour moi sans moi, tu le fais contre moi ».

La statistique est devenue un enjeu de pouvoir. Sa démocratisation et sa généralisation rendent son usage plus délicat et toujours plus nécessaire sa collecte dans un cadre de « consentement éclairé » et sa restitution systématisée. Ces thèmes d'un nouveau paradigme ne sauraient être dédaignés par les héritiers d'AMIRA.

Références bibliographiques

Ancey G. (1976), Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain, *STATECO* n° 8, INSEE, Paris.

Charmes J. (1976), « Sociétés de transition, ambivalence des concepts et connaissance statistique », Groupe de recherche AMIRA, INSEE, ORSTOM, Min. Coop., document n°1, 1ère partie, multigr. 18 p.

Charmes J. (1977), « De l'ostentation à l'accumulation. Production et reproduction des rapports marchands dans les sociétés traditionnelles à partir de l'analyse du surplus », in Ouvrage collectif : « Essais sur la reproduction des formations sociales dominées », *Travaux et Documents de l'ORSTOM*, n° 64, 192 p., pp. 105-137.

Charmes J. (1978), « Une recherche en cours : l'étude du secteur non structuré en Tunisie ». *STATECO*, n° 21, Décembre 1979, Bulletin de liaison de statisticiens économistes en Afrique - INSEE, Ministère de la Coopération, pp. 5-37.

Charmes J. (1982a), « Le secteur non structuré dans les comptes nationaux. L'expérience de la Tunisie ». *STATECO* n° 31, septembre 1982, Bulletin de liaison des statisticiens économistes en Afrique, INSEE, Ministère de la Coopération, pp. 42-85.

Charmes J. (1982b), « L'évaluation du secteur non structuré. Méthodes, résultats, analyses. L'exemple de la Tunisie ». INSEE, ORSTOM, Min. Coop, Groupe de recherche AMIRA, brochure n° 37, 210 p.

Charmes J. (1983), « La problématique de la transition et ses déterminations du point de vue des théories, des politiques et des planifications du développement », INSEE, ORSTOM, Ministère de la Coopération - AMIRA - Brochure n° 1, 13, 14, 15 - 182 p., Réédition.

Couty Ph. (1983), « Qualitatif et quantitatif », *STATECO* n° 34, Juin 1983, INSEE, Paris.

Couty Ph. et Winter G. (1983), « Qualitatif et quantitatif, deux méthodes d'investigation irréductibles mais complémentaires, Réflexions à partir des recherches de l'ORSTOM en milieu rural africain », Brochure AMIRA n°43, INSEE, Paris, 78p.

Dubois J.L. (1989), « Réfléchir pour mesurer : innovations méthodologiques pour la collecte et l'analyse des informations statistiques », Brochure AMIRA n°57, INSEE, Paris, également publié par la Banque mondiale, Washington, DSA document de travail n°7, 1992.

Gastellu J.M. (1979), « Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis recherchent tant en Afrique ? », *STATECO* n° 19, INSEE, Paris.

Meillassoux C. (1960), « Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'autosubsistance », *Cahiers d'études africaines* n°4.